

Daniel Bensaïd

Crises d'hier et d'aujourd'hui

Ce texte constitue la seconde partie de l'introduction de Daniel Bensaïd au recueil de textes de Marx sur les crises publié chez Demopolis en 2009 ^{1/}.

« Si vous échouez, le changement rationnel sera gravement compromis dans le monde entier, et la solution sera renvoyée à l'issue de l'affrontement entre l'orthodoxie et la révolution. »

J.-M. Keynes à F.D. Roosevelt, *New York Times*, 31 décembre 1933.

Ce n'était donc qu'un rêve ! Ce rêve d'une « mondialisation heureuse » (Alain Minc !) « s'est brisé » (*sic*), avouait Nicolas Sarkozy dans son discours du 25 septembre 2008 à Toulon. Il a même viré au cauchemar. Au moment de la débâcle financière, les responsabilités s'effacent dans un « on » mystérieux, aussi anonyme que les sociétés du même nom : « On a caché les risques toujours plus grands... ; on a fait semblant de croire qu'en mutualisant les risques on les faisait disparaître... ; on a laissé les banques spéculer sur les marchés au lieu de faire leur métier... ; on a financé les spéculateurs plutôt que les entrepreneurs... ; on a laissé sans aucun contrôle les agences de notation et les fonds spéculatifs... ; on a soumis les banques à des règles comptables qui ne fournissent aucune garantie pour la gestion des risques... » Le réquisitoire est accablant.

^{1/} Karl Marx, *les Crises du capitalisme*, Paris, Demopolis, juin 2009, 206 pages.

^{2/} Isaac Johsua, *la Crise de 1929 et l'émergence américaine*, p. 272, Paris, Puf, Actuel Marx, 1999.

Mais qui est ce « on » aussi puissant qu'innommable ? Quel est ce *social killer* masqué qui a méthodiquement dérégulé les marchés et débridé la spéculation ?

L'indignation vertueuse devant l'immoralité de la spéculation n'est pas nouvelle. S'inspirant de la faillite du Crédit immobilier en 1864 et de l'Union générale en 1890, Zola évoque déjà, dans *l'Argent*, « le mystère des opérations financières », les « secousses périodiques qui sont comme les maladies de la Bourse », ou encore « l'épidémique folie de la danse des millions ». Il évoque la peur et l'angoisse d'avoir à « affronter chaque jour le danger de devoir, avec la certitude de ne pouvoir payer ». Il décrit « la fièvre », la « frénésie », la « furie », la « folie » de la course mortifère au profit. Comme les gouvernants d'aujourd'hui, les personnages de Zola essaient de faire la part des choses, de distinguer le système de ses abus et excès, le bon capitalisme porteur de progrès, du capitalisme parasitaire greffé comme une tumeur sur un corps sain. Ils s'efforcent de chercher des circonstances atténuantes à la spéculation – « sans elle, on ne ferait pas d'affaires » et « le sage équilibre des transactions quotidiennes ne serait qu'un désert ou un marais où toutes les eaux dorment ».

Comme la plupart des commentateurs actuels, Zola avoue son incompréhension devant « ce mystère des opérations financières où peu de cervelles françaises pénètrent ». Il est pris de vertige devant ces effondrements boursiers qui sont pourtant de la gnognotte, comparés à notre crise mondialisée : « Il n'y avait plus ni vérités, ni logique, l'idée de valeur était pervertie au point de perdre tout sens réel ! » En un temps où on ignorait encore la titrisation, les *LBO*, *swaps*, *subprimes*, et autres produits dérivés, les tripotages d'un Saccard (personnage principal de *l'Argent*) sont des

peccadilles d'amateur, comparées aux arnaques globalisées d'un Bernard Madoff.

D'une crise à l'autre

Bien des choses ont changé depuis Zola, dans les techniques de production, dans les sources d'énergie, dans l'organisation du travail, dans la grande distribution, dans les formes du crédit, dans la mondialisation des marchés. Selon Isaac Johsua, la crise de 1929 fut exemplaire et caractéristique d'un monde où pour la première fois prédominaient sociétés industrielles et salariat ; elle aurait ouvert « l'ère des crises à dominante salariale ».

En 1999, il affirmait déjà :

« Nous nous trouvons toujours dans l'ère des crises à dominante salariale si nous admettons que la grande période de croissance de l'après-Deuxième Guerre mondiale n'a été qu'une parenthèse liée à un phénomène de rattrapage suite à deux guerres mondiales et à une grande crise. Une fois l'effet de rattrapage épuisé et la parenthèse refermée, nous aurions simplement retrouvé l'ère de 1929 et de ses risques. »

En 1930, près de 65 % de la population mondiale était encore engagée dans une forme ou une autre d'activité agricole. Avec la globalisation, la prédominance de la marchandisation et du salariat a aujourd'hui atteint un nouveau stade, de sorte « qu'une vague dépressive partie d'un point du globe, répercutée de proche en proche, peut désormais faire le tour de la planète, tout en gagnant en puissance dévastatrice ^{2/} ». La production marchande et le rapport salarial ayant tout envahi, les réserves extérieures au système se sont réduites, les amortisseurs que pouvaient constituer les solidarités familiales et villageoises ont été laminés. De sorte que la crise sociale fait boule de neige et que nos gouvernants en sont à se

féliciter qu'existent encore ce qu'ils appellent joliment des « stabilisateurs automatiques », autrement dit ces systèmes de protection sociale qu'ils s'acharnent depuis des années à démanteler !

La logique de crise analysée par Marx se retrouve ainsi, amplifiée et généralisée, dans le scénario de la crise actuelle. Le capital commercial et bancaire, qui avait dans un premier temps contribué à masquer la disproportion croissante entre production et consommation, finit par constituer le maillon faible comme l'explique Karl Marx :

« Bien qu'il soit rendu autonome, il n'est jamais autre chose que le mouvement du capital industriel dans la sphère de la circulation. Mais, grâce à son autonomie, ses mouvements sont, dans certaines limites, indépendants des barrières élevées par le procès de reproduction qu'il impulse lui-même au-delà de ses propres limites. La dépendance à l'intérieur et l'autonomie à l'extérieur finissent par conduire les choses jusqu'au point où la connexion interne doit être rétablie par la violence, c'est-à-dire par la crise ^{3/}. »

Dans les années 1970, le taux de profit, érodé par les acquis sociaux imposés à la faveur de la croissance d'après-guerre grâce au quasi-plein-emploi existant alors dans les principaux pays capitalistes, inclinait fortement à la baisse. La contre-réforme libérale

initiée par les gouvernements de Margaret Thatcher et Ronald Reagan s'employa à démolir ces acquis (l'indexation relative des salaires sur les gains de productivité, les systèmes de protection sociale, un taux de chômage modéré) pour imposer ce que Frédéric Lordon appelle « un capitalisme à basse pression salariale ». Elle cherchait notamment à modifier le partage de la valeur ajoutée (en clair : à restaurer les profits) au détriment des salaires, à augmenter la productivité en abaissant le coût du travail, à faire sauter les verrous de la protection sociale et à faire évoluer la politique fiscale en faveur des entreprises et des hauts revenus.

Entre 1980 et 2006, la part des salaires dans la valeur ajoutée des entreprises a ainsi effectivement diminué de 67 % à 57 % pour les quinze pays les plus riches de l'OCDE ^{4/}. Il en est résulté une réduction relative de la demande solvable, compensée par une fuite en avant dans le crédit et les dépenses militaires, mais aussi un creusement spectaculaire des inégalités de revenus et de patrimoine qui ont atteint un niveau sans précédent depuis la Première Guerre mondiale (un patron du Cac 40 gagne en moyenne plus de 300 fois le smic !), entraînant une forte différenciation des modes de consommation ^{5/}. Depuis 1980, la part de la richesse détenue par 1 % des citoyens états-uniens, les plus fortunés, est ainsi passée de 10 % à 23 %. Si choquantes soient-elles, ces inégalités contribuent à stimuler la surconsommation de luxe d'une caste qui compense en partie la restriction de la consommation de masse, sans pouvoir toutefois s'y substituer. La rupture du « cercle vertueux » liant l'évolution des salaires aux gains de productivité et la réduction relative des débouchés qui s'est ensuivie ont entraîné un ralentissement des investissements produc-

tifs. En 2005, alors que les taux de profit ont augmenté de 5,5 % en moyenne aux États-Unis, en Europe et au Japon, les taux d'investissement n'ont progressé que de 2 %. La masse de profits non réinvestis s'est déversée sur les marchés financiers. À leur apogée, en 2006, les transactions sur ces marchés représentaient 50 fois le total du PIB mondial : 2 100 000 milliards de dollars contre 45 mille milliards ! Pour un indice 20 en 1960, les profits des sociétés financières atteignaient cette même année 2006 un indice 160. De 1982 à 2007, les profits financiers ont bondi de 5 % à 41 % des profits totaux aux États-Unis. Gri-sées, par cet envol, certaines banques sont allées jusqu'à prêter 40 fois ce qui pouvait garantir leurs fonds propres. Au moment de l'éclatement de la crise, la solvabilité moyenne des banques anglaises était inférieure à 8 %.

Pendant la dernière décennie, aux États-Unis (mais aussi dans des pays comme l'Espagne) la croissance a été soutenue grâce au boom immobilier dopé par les crédits consentis à une clientèle pas ou peu solvable. Pendant l'été 2007, ces crédits à taux initialement bas mais variables, sans apports ni garanties, financés par une hypothèque sur le bien acheté, ont atteint une masse critique de 1 300 milliards de dollars aux États-Unis. Entre 1975 et 2006, le taux d'endettement des ménages a doublé, pour atteindre 127 % du revenu disponible. A ce niveau, les prêteurs ne sont pas seulement des incompetents ou des irresponsables, mais des escrocs et des criminels sociaux. Ils encouragent sciemment l'endettement de gens paupérisés qui deviennent insolubles. Ils se défont de leurs créances douteuses en effaçant leurs traces dans l'opacité de la titrisation. Au bout du chemin, des millions de familles se retrouvent à la rue, des millions de travailleurs sans emploi.

^{3/} Karl Marx, *le Capital*, Livre III, tome I, p. 374.

^{4/} Jacques Marseille affirme que le partage de la valeur ajoutée entre travail et capital était de 60 %-40 % à fin des deux septennats de Mitterrand, alors qu'elle était de 71 %-29 % à son arrivée en 1981 (*Marianne*, 7 février 2009), soit 80 milliards d'euros par an détournés du travail vers le capital.

^{5/} C'est ce qu'évoquait de manière euphémisée l'économiste Jean-Paul Fitoussi, lors du colloque officiel du 8 janvier 2009 sur la refondation du capitalisme en définissant la crise comme une « crise de répartition des revenus », en oubliant d'ajouter que les « rémunérations extravagantes » qu'il dénonce ont contribué à soutenir la demande du commerce de luxe.

Accordons (généreusement) à certains le bénéfice du doute. Supposons qu'ils n'aient pas été simplement cyniques. Aveuglés par les sortilèges du fétichisme monétaire ils auraient cru à l'incroyable, au miracle de l'argent qui se multiplie sans passer par aucune production. Jean-Claude Trichet en personne s'émerveillait dans le *Financial Times* du 29 janvier 2007 : « Il y a maintenant une telle créativité en matière de nouveaux instruments financiers très sophistiqués que nous ne savons pas où sont les risques. » Coûteuse créativité ! Quant au gourou des années folles, Alan Greenspan, soumis à un interrogatoire rugueux par une commission de la Chambre des représentants des États-Unis, il avouait, l'air contrit, avoir cru que l'égoïsme des banquiers serait un régulateur suffisant : « J'ai fait une erreur en présumant que leur intérêt personnel était tel qu'ils seraient les mieux placés pour protéger leurs actionnaires. » Et l'oracle déchu de conclure : « C'est un pilier essentiel du système de l'économie de marché qui vient de s'écrouler. Cela m'a choqué, et je n'ai toujours pas compris comment cela s'était passé 6/ ». S'il le dit...

« Comparée au raffinement de la spéculation sur la valeur, la forme anglaise de spéculation semble être retombée au niveau primitif de la pure escroquerie », écrivait Marx le 26 septembre 1856. Lors de l'exposition universelle de Londres, la construction du Crystal Palace avait en effet vu la mise en circulation de 4 000 fausses actions. La spéculation libérale des dernières décennies a porté « la pure escroquerie » à de nouveaux sommets. Le prodige des « retours sur investissement » de 15 %

6/ *Le Monde*, 25 octobre 2008.

7/ Voir Jean-Marie Harribey, « L'entreprise sans usines ou la captation de la valeur », in *la Démence sénile du capital*, Bègles, éditions du Passant, 2002.

pour une croissance moyenne inférieure à 5 % était plus stupéfiant encore que le miracle de la multiplication biblique des pains. En exigeant des taux de rémunération du capital aussi mirifiques pour une croissance trois fois moindre en moyenne, les actionnaires, subjugués par « la valeur créatrice de valeur » et par le mystère de « l'intérêt qui semble avoir dans le capital sa propre source », n'ont pas été moins aveugles que les banquiers. Le scandale Madoff n'est que la plus spectaculaire manifestation de cette course folle au profit. Habilement, Bernard Madoff et ses rabatteurs garantissaient des rendements réguliers « modestes » de 9 à 11 %. Un placement pépère, en somme, susceptible de mettre les gogos en confiance. Mais l'éternité financière (le refinancement perpétuel) n'existe pas. La cavalerie ne peut durer indéfiniment. Les briques de la « pyramide de Ponzi » finissent par s'écrouler comme un château de cartes et l'arnaqueur se retrouve devoir honorer 7 milliards de dollars de remboursements avec seulement 300 millions en caisse.

Les prodiges célestes n'ont qu'un temps. « Souvenez-vous du vendredi 14 mars 2008 : c'est le jour où le rêve d'un capitalisme global de libre-échange est mort », écrivait Martin Wolf dans sa chronique économique du *Financial Times*, le 25 mars 2008, à propos du sauvetage en catastrophe de la banque Bear Stearns. Retour sur terre, donc, précipité le 15 septembre 2008 par la faillite de Lehmann Brothers, puis l'éclatement de la bulle financière, l'effondrement des Bourses et la restriction des crédits. Le fracas du pot au lait brisé met brutalement fin à l'hallucination.

La crise éclate au grand jour dans les secteurs moteurs du bâtiment et de l'automobile. Elle révèle en réalité une crise latente de surproduction (trop) longtemps différée par la

fuite en avant par le crédit. Affolés à l'idée de rester avec leur marchandise sur les bras, les vendeurs baissent les prix, bradent, vendent à perte. Hier vilipendé, l'État est appelé à la rescousse comme ultime garant et dernier recours. Le mythe libéral d'une pure régulation marchande et d'une expansion illimitée de la sphère financière s'effondre. Et avec lui l'utopie d'une « entreprise sans usines » prêchée naguère par le PDG d'Alcatel, Serge Tchuruk. Ce visionnaire déchu rêvait de firmes qui sous-traiteraient ou externaliseraient toutes les activités de production pour ne conserver que les activités financières. Dans cette « nouvelle économie » virtuelle, le capital se donnait l'illusion de pouvoir prospérer sans l'intervention du travail 7/. La crise financière ne s'est pas propagée par contagion à l'improprement nommée « économie réelle » car le mouvement du capital financier n'est jamais que le mouvement du capital industriel dans la sphère de la circulation. La réalité s'est vengée. Le rêve d'un capital sans travail, d'un « enrichissement sans cause », et de la mondialisation béate chère à Alain Minc, s'est bel et bien brisé.

« Le monde est au bord du gouffre par la faute d'un système irresponsable », annonçait François Fillon, le 3 octobre 2008, aux parlementaires de l'UMP. Comme s'il n'avait pas fallu, depuis un quart de siècle, beaucoup d'énergie et de volonté de la part des pouvoirs politiques, de droite comme de gauche, pour lâcher la bride à un capitalisme financier, qui n'est pas une forme dévoyée du capitalisme, mais une de ses formes essentielles. « Tous, ils veulent la concurrence sans les conséquences funestes de la concurrence. Tous, ils veulent l'impossible, c'est-à-dire les conditions de vie bourgeoise sans les conséquences nécessaires de ces conditions... », écrivait déjà Marx.

Crise de foi

Au-delà de la crise de confiance invoquée par la vulgate journalistique, la croyance dans la toute-puissance du marché est mortellement atteinte. Le capitalisme ? « On peut comprendre que les gens n'y croient plus ! », confesse Tony Blair en personne ^{8/}. Et François Bayrou, hier zélé champion de la concurrence libre et non faussée des traités européens, se découvre aujourd'hui une vocation de justicier social :

« Le capitalisme est amoral par nature, son but mécanique est de faire de l'argent, sa loi est celle du profit. Une fois qu'on a compris cela, on peut lui imposer des règles de transparence et de stabilité. Mais le capitalisme ne peut être un projet de société. Un chef d'État français ne peut pas définir son projet par le mot capitalisme. Le capitalisme est inégalitaire par essence et l'humanisme est égalitaire par vocation ^{9/}. »

On attend avec curiosité le programme de cet humanisme égalitaire et les règles concrètes de transparence et de stabilité contraignant le capitalisme à agir contre lui-même !

Lorsque l'on cesse de croire à l'incroyable, une crise de légitimité, idéologique et morale, s'ajoute inévitablement à la crise sociale. Elle finit par ébranler l'ordre politique : « Un état politique où des individus ont des millions de revenus, tandis que d'autres meurent de faim, peut-il subsister quand la religion n'est plus là, avec ses espérances hors de ce monde, pour expliquer le sacrifice ? », demandait Chateau-

briand dans les *Mémoires d'Outre-tombe* à la veille des révolutions de 1848. Il répondait prophétiquement : « Essayez de persuader le pauvre, lorsqu'il saura lire, il ne vous croira plus, essayez de le persuader qu'il doit se soumettre à toutes les privations tandis que son voisin possède mille fois le superflu. Pour dernière ressource, il vous faudra le tuer. » À la lumière aveuglante de la crise, des millions d'opprimés sont bien obligés d'apprendre à lire. « Quand on entend les élus de droite expliquer benoîtement que le bouclier fiscal protège les pauvres, on se croirait sous l'Ancien régime ! Alors, est-ce le retour de la lutte des classes ? Peut-être ^{10/} », confie Ségolène Royal, sans préciser si elle s'en félicite ou si – plus probablement – elle s'en désole.

La crise actuelle, la crise du présent, n'est pas une crise de plus, qui s'ajouterait à celles des marchés asiatiques ou de la bulle Internet. C'est une crise historique, économique, sociale et écologique. « On ne peut gérer ce qu'on ne sait mesurer », affirme pourtant M. Pavan Sukhdev, ancien directeur de la Deutsche Bank de Bombay à qui la Commission de l'Union européenne a commandé un rapport censé « procurer une boussole aux dirigeants de ce monde » en « attribuant très vite une valeur économique aux services rendus par la nature » ^{11/}. Mesurer quantitativement toute richesse matérielle, sociale, culturelle, au seul étalon monétaire, quantifier l'inquantifiable et mesurer l'incommensurable, devient de plus en plus problématique du fait d'une socialisation accrue du travail et d'une incorporation massive de travail intellectuel à ce travail socialisé.

Nicholas Stern, auteur en 2006 d'un rapport sur l'économie du changement climatique constate : « Les deux crises économique et planétaire ont un point commun. Elles sont la

conséquence d'un système qui n'évalue pas les risques que son fonctionnement génère, qui n'en tient pas compte du fait qu'il peut aboutir à une destruction supérieure au *bénéfice immédiat* qu'il procure et sous-estime l'interdépendance des acteurs ^{12/}. »

La logique de l'accumulation du capital et de la course au profit – du « bénéfice immédiat » – est en effet à courte vue. Et la concurrence non faussée est aveugle à « l'interdépendance » systémique. La discordance entre le temps court du marché et le temps long de l'écologie finit par devenir critique.

Comment intégrer le temps long à la mesure monétaire ? Comment mesurer économiquement la qualité de l'environnement ? Attribuer « une valeur économique » (monétaire) aux services de la nature, comme le prétend la mission confiée à M. Sukhdev, se heurte à l'épineux problème de la commensurabilité, de l'existence d'un dénominateur commun aux ressources naturelles, aux services aux personnes, aux biens matériels, à la qualité de l'air, de l'eau potable, etc. Il faudrait pour cela un autre étalon et un autre instrument de mesure que le marché, incapable de prévoir dans la durée les effets lointains de décisions à court terme. Seule une démocratie sociale, en rupture avec le capitalisme, serait capable d'accorder les moyens aux besoins, de prêter attention à la temporalité longue et lente des cycles naturels, et de poser les termes de choix sociaux intégrant leur dimension écologique.

Une crise des solutions à la crise

La crise, ce n'est probablement, hélas, qu'un début. Car s'y ajoute une crise des prétendues solutions (keynésianisme, nouveau *New Deal*) à la crise ^{13/}. Les mesures cosmétiques sur les parachutes dorés, la redéfinition des normes bancaires, le contrôle des agences de notation

^{8/} Le *Journal du Dimanche* (JDD), 14 décembre 2008.

^{9/} JDD, 6 avril 2009.

^{10/} Ségolène Royal, JDD du 5 avril 2009.

^{11/} *Libération*, 5 janvier 2009.

^{12/} *Le Monde*, 15 décembre 2008.

^{13/} « Le crédit à la consommation a joué un rôle économique et social majeur, mais, avec la crise, tout cela va disparaître pour longtemps, au moins une dizaine d'années » (Daniel Cohen, *Marianne*, 10 janvier 2008).

ne suffiront pas à sortir du marasme. Les gesticulations sur la moralisation des bonus et autres parachutes (dont la suppression aurait une portée symbolique importante, mais une incidence économique limitée), font diversion. Elles ont pour but de donner l'illusion d'une action énergique alors qu'aucune mesure ne s'attaque sérieusement aux racines du malaise dans la civilisation. Pendant la crise, alors que s'allongent les files de chômeurs et de sans-abri, la bombance patronale continue. Au pire, on demande aux patrons de renoncer – provisoirement – à leurs primes, mais les actionnaires sont toujours grassement servis. Sur les 9 milliards d'euros de profits réalisés par le trio BNP, Société générale, Crédit agricole en 2008, entre le tiers et la moitié sont allés aux dividendes alors que l'État consentait à ces mêmes banques plus de 10 milliards de prêts. L'indécente rapacité des Daniel Bouton et autres privilégiés qui continuent à se gouverner sans retenue ne fait qu'illustrer comment ces loyaux serviteurs du capital ventriloque sont devenus les rouages amoraux d'un système mu par le seul « calcul égoïste ».

Dans son discours du 21 janvier 2009, Nicolas Sarkozy a (imprudemment) lancé l'idée d'une répartition tripartite des bénéfices : « Sur 100 de bénéfices, il devrait y en avoir 33 % pour les salaires, 33 % pour les actionnaires, 33 % pour que l'entreprise investisse. » Et de prévenir : « Soit les partenaires sociaux arrivent à quelque chose, soit l'État prendra ses responsabilités. » Qui (sur)vivra à la crise, verra. En attendant, dès le lendemain de la sortie présidentielle, Total annonçait ses 14 milliards de coquets bénéfices dont 52 % destinés aux actionnaires (40 milliards en

tout pour les actionnaires du Cac 40) et 2 % aux salariés (quand ils ne sont pas simplement licenciés). Entre 2003 et 2007, sur 30 milliards de bénéfices, la BNP-Paribas en a servi plus de 50 % (soit 16,5 milliards) aux actionnaires. Quand bien même elle serait appliquée, la règle de trois présidentielle relèverait de la mystification dans la mesure où elle lierait le sort des salariés aux performances de leur seule entreprise (renouvelant autrement l'escroquerie du « partenariat » capital/travail) au détriment du salaire. Ce qui n'a rien à voir avec une péréquation sociale des richesses dans laquelle les secteurs rentables doivent financer par solidarité des secteurs (comme l'éducation ou la santé) qui le seraient moins.

Quant à la régulation du marché mondialisé, un nouveau Bretton Woods ? Une gouvernance mondiale ? L'Union européenne n'a même pas été capable de mettre sur pied une Autorité des marchés financiers à l'échelle continentale, ni de prendre des directives efficaces en matière de produits dérivés, ni de s'entendre sur une définition commune des paradis fiscaux ! Le G 20 du 2 avril 2009 à Londres s'est contenté, sans définir de sanctions précises, de pointer du doigt des paradis fiscaux (dont la liste épargne généreusement la City de Londres, le Luxembourg, le Delaware ou Monaco) et de tripler la dotation d'un FMI discrédité par ses exactions passées. Aucune mesure radicale n'a été sérieusement envisagée concernant l'annulation de la dette des pays du Sud ou la réorganisation du système monétaire mondial. En revanche, la déclaration finale n'a pas omis de préciser dans son article 14 que « des régulations et une vigilance renforcée, doivent promouvoir la propriété, l'intégrité, la transparence » : la propriété d'abord, l'intégrité après, s'il se

peut... Elle n'a pas oublié non plus de rappeler que « les régulateurs et les superviseurs » doivent « encourager la discipline de marché » (*sic* !) et « suivre le rythme des innovations de marché ». Le marché continue donc à dicter sa loi et la concurrence libre et non faussée qui a conduit à la crise reste la ligne générale. Au nom du rejet du protectionnisme l'article 22 de la déclaration enfonce le clou en « réaffirmant l'engagement de nous abstenir de dresser de nouvelles barrières à l'investissement » (feu l'Accord multilatéral sur l'investissement va-t-il renaître de ses cendres ?) et le refus de toutes mesures « qui entraveraient les mouvements de capitaux dans le monde »^{14/}. Les futurs Madoff, *hedge funds*, et autres passeurs de capitaux fugueurs peuvent donc dormir sur leurs deux oreilles.

Pour les sauveteurs du *Titanic* capitaliste, la tâche s'annonce donc rude. Un nouveau *New Deal*, comme le suggèrent aussi bien le Nobel d'économie Paul Krugman que l'idéologue libéral Nicolas Baverez ? Un retour à l'État social comme le réclame Oskar Lafontaine ? Le nouveau « protectionnisme européen » cher à Emmanuel Todd ? C'est oublier un peu vite que la déréglementation libérale ne fut pas un caprice doctrinaire de Thatcher ou de Reagan, auquel Clinton, Blair, Bérégovoy, Schröder, auraient par mégarde (« à l'insu de leur plein gré ») emboîté le pas. C'était une réponse à la baisse des taux de profit entamés par les conquêtes sociales de l'après-guerre. Après 1973, « l'incapacité des politiques keynésiennes à relancer l'activité ouvre le champ à une surprenante contre-révolution conservatrice », rappelle Robert Boyer^{15/}. Revenir à la case départ, si tant est que ce soit possible dans une économie mondialisée, ce serait retrouver les mêmes problèmes et les mêmes

^{14/} Déclaration finale du sommet de Londres du G 20, *Le Monde*, 4 avril 2009.

^{15/} *Libération*, 29 décembre 2008.

contradictions. Comment concilier la régulation du capitalisme et la dérégulation du marché du travail? « Réguler sans transformer n'est pas régler », ironise fort à propos le coprésident d'Attac Jean-Marie Harribey. *That is the question*.

Le *New Deal* n'avait en effet pas suffi à surmonter la grande crise de 1929. Après la reprise de 1933 à 1936, l'économie a connu une rechute en 1937-1938. Le chômage qui était de 25 % en 1933 a baissé à 14 % en 1936 pour remonter à 19 % en 1938. Pour un indice 100 de production industrielle en moyenne sur la période, sa chute a été de 110 en 1929 à 58 en 1932; il est remonté (sous la pression des grandes grèves de 1934 à Minneapolis, San Francisco, Toledo) à 113 en 1937, avant de rechuter à 88 en 1938. L'économie américaine n'est donc réellement repartie qu'en 1939 lorsque les États-Unis ont commencé à produire pour les Alliés. L'effort de guerre a alors relancé la demande. De sorte que Keynes lui-même devait constater: « Il semble politiquement impossible pour une démocratie capitaliste d'organiser l'investissement à l'échelle suffisante pour démonter pratiquement la validité de mes thèses – sauf en situation de guerre ^{16/}. »

Pour redistribuer les cartes de la richesse et de la puissance, et pour amorcer l'onde expansive journalistiquement baptisée des « Trente Glorieuses », il ne fallut rien de moins qu'une guerre mondiale. Et encore, pendant la guerre froide, l'économie d'armement a encore joué un rôle important dans la croissance, les dépenses militaires représentant alors 7 à 10 % du PIB, et entre 4 % et 14 %

^{16/} Cité par C.R.L. James, « Reconversion-I », *New International*, mars 1945.

^{17/} Voir Jean-Paul Deléage, Daniel Hémerly, Debeir, *les Servitudes de la puissance*, 1986.

^{18/} *Le Monde* 13 janvier 2008.

sur la période de 1940 à 1990. L'amorce hypothétique d'une nouvelle onde longue de croissance dépend aujourd'hui de la définition à l'échelle planétaire de nouvelles hiérarchies de domination, d'un redécoupage des nations et des continents, de nouvelles conditions de mises en valeur du capital, d'une transition du système énergétique ^{17/}. Un tel remue-ménage ne se résout généralement pas à l'amiable, entre chancelleries, sur le tapis vert, mais dans les luttes sociales et sur les champs de bataille. Il n'est donc pas étonnant que le sommet de l'Otan réuni à Strasbourg le 6 avril 2009 ait servi de dénouement révélateur au sommet du G 20 organisé quatre jours plus tôt à Londres. À défaut de s'attaquer aux raisons de la crise, le bras armé du capital mondialisé doit servir à réprimer les luttes qui en résultent et faire régner le nouvel ordre impérial.

La crise est aussi celle des familles jetées à la rue pour non-paiement, celle des licenciements massifs, des fermetures d'entreprises et des délocalisations, des queues qui s'allongent devant les « Restos du cœur », des sans-logis qui crèvent de froid, des petites économies au détriment des soins. C'est la criminalisation des résistances sociales, la montée en puissance de l'État pénal en proportion inverse de l'État social, l'instauration d'un *état d'exception* rampant, sous couvert d'antiterrorisme. C'est, encore, la guerre tout court pour l'accès aux ressources énergétiques, pour la sécurisation des routes du gaz ou du pétrole, pour un nouveau partage des territoires et des zones d'influence.

Après avoir prétendu que la crise ne serait qu'une purge amère mais nécessaire, un mauvais moment à passer comme les précédentes – celle de la bulle Internet ou des marchés

asiatiques –, certains commencent à redouter qu'il y en ait pour une décennie. Les prédictions sont hasardeuses, tant il y a d'inconnues, d'éléments combinés et mêlés, la crise écologique et la transition énergétique s'ajoutant à la crise économique. On ne risque pourtant guère de se tromper en annonçant, à la manière du prophète Jérémie, que « ce sera long ». S'il s'agit bien d'une crise historique de civilisation, d'une crise systémique annonçant l'épuisement d'un mode d'accumulation, les mesures de relance conjoncturelle auront un effet limité. Un redressement des profits ne suffira pas à amorcer une nouvelle onde longue de croissance. Une sortie de crise débouchant sur l'émergence d'un nouvel ordre productif et d'un nouveau régime d'accumulation ne relève pas de la seule économie. Elle exige de nouveaux rapports de forces, de nouveaux rapports géopolitiques, de nouveaux dispositifs institutionnels et juridiques.

Si la crise de 1929 fut aussi « celle de l'émergence américaine », comme l'analyse Isaac Johsua, de quelle émergence la crise actuelle est-elle grosse? D'une émergence chinoise? D'une organisation multipolaire d'espaces continentaux? D'une « gouvernance mondiale »? Alors qu'on invoque la nécessité d'un nouvel ordre monétaire mondial et de réponses globales, Giscard d'Estaing reconnaît que « la gestion économique de la crise en Europe est devenue durant la crise plus nationale qu'elle ne l'était avant son déclenchement. C'est d'ailleurs assez logique car les instruments d'intervention sont essentiellement nationaux ^{18/} ».

Ce constat ruine à lui seul les arguties gouvernementales selon lesquelles on ne peut rien faire contre les licenciements ou les fermetures d'entreprise parce que tout se décide à Bruxelles.

La crise libère des tendances centrifuges. Les principaux membres de l'Union européenne veulent bien se concerter, mais ils agissent d'abord selon leurs intérêts propres, qu'il s'agisse de l'Allemagne, de l'Angleterre, de la France ou de l'Irlande. Le sommet du G 20 de novembre 2008 avait désigné le protectionnisme comme l'ennemi, bien que les États-Unis le pratiquent couramment sans le dire, qu'il s'agisse du *lobbying* en faveur de Boeing contre Airbus, de l'imposition de normes sanitaires ou techniques pour limiter les importations de produits alimentaires ou autres, ou de la guerre du roquefort. Mais la question est désormais posée. Y compris dans les courants sociaux-démocrates de gauche, des voix commencent à s'élever pour prôner « un protectionnisme européen ». Au nom d'une « nécessaire correspondance des espaces économiques et sociaux », Emmanuel Todd s'en fait le champion ^{19/}.

Le but ne serait pas de repousser les importations, comme Charles Martel repoussa jadis les Arabes à Poitiers, et comme Michel Jobert tenta en 1982 d'y repousser les magnétoscopes japonais, mais de « créer les conditions d'une remontée des salaires » afin que l'offre crée à nouveau sur place sa propre demande. Ce protectionnisme européen « ne poserait guère de problèmes techniques », dit-il, mais un problème politique assez simple : « faire comprendre à l'Allemagne » qu'elle y a tout intérêt.

^{19/} Emmanuel Todd, *Après la démocratie*, Paris, Gallimard, 2008. Voir aussi Jean-Luc Gréau, *L'Avenir du capitalisme*, Paris, Gallimard, 2005 et Hakim El Karoui.

^{20/} Plaidant pour un protectionnisme non autarcique (dans *Le Monde diplomatique* de mars 2009), Jacques Sapir le définit non comme une panacée mais comme une condition nécessaire pour relancer la demande par la revalorisation salariale. Il prend toutefois la précaution de dire que ce protectionnisme sélectif ne viserait pas tous les pays à bas salaire, mais seulement « ceux dont la productivité converge avec nos niveaux et qui ne mettent pas en place des politiques sociales et écologiques également convergentes ».

S'agissant du pays de Fichte (auteur de *l'État commercial fermé*) et de Friedrich List, elle y serait culturellement prédisposée. L'hypothèse d'un enchaînement vertueux, selon lequel la relance des revenus suffirait à relancer la demande intérieure, qui relancerait la production, relève cependant d'une loi des débouchés aussi illusoire que celle de Say et de Ricardo.

Protéger ? Mais protéger quoi, contre qui et comment ? Inversement, si l'Europe commençait par adopter des critères sociaux de convergence en matière d'emploi, de revenu, de protection sociale, de droit du travail, par harmoniser la fiscalité, elle pourrait légitimement adopter des mesures de protection, non plus des intérêts égoïstes de ses industriels et de ses financiers, mais des droits et des acquis sociaux. Elle pourrait le faire de manière sélective et ciblée, avec en contrepartie des accords de développement solidaire avec les pays du Sud en matière de migrations, de coopération technique, de commerce équitable. Sans quoi un protectionnisme de riche aurait pour principal effet de se décharger des dégâts de la crise sur les pays les plus pauvres.

Imaginer qu'une mesure de protection douanière suffirait à entraîner mécaniquement une amélioration et une homogénéisation des conditions sociales européennes, comme si elle était techniquement neutre dans une lutte des classes exacerbée par la crise, est une grosse naïveté. Les travailleurs auraient au contraire les inconvénients des tracasseries bureaucratiques et frontalières sans les avantages sociaux.

S'il est, selon Todd, majoritairement souhaité aujourd'hui par les ouvriers et les jeunes, un tel protectionnisme ne tarderait pas, ou bien à basculer dans la « préférence nationale » (ou européenne) la plus éculée, « Produisons européen ! » devenant « Travaillons européen ! ».

Tout comme hier le Front national n'eut qu'à ajouter au slogan « Produisons français ! »... « avec des Français » ! Ou bien, il ne résisterait pas longtemps, comme l'a montré la mésaventure des magnétoscopes japonais, à son impopularité dans l'opinion.

On a déjà vu, en dépit des tirades officielles contre le protectionnisme, monter en puissance, à travers les manifestations en Angleterre et en Irlande contre les travailleurs immigrés polonais ou autres, la tentation du « Travaillez british ». La loi « Achetez américain ! » de février 2009 est un pas de plus dans cette direction. De ce protectionnisme chauvin au racisme et à la xénophobie, il n'y a qu'un pas, d'autant plus aisément franchi que ces travailleurs (12 millions de sans-papiers aux États-Unis, 8 millions environ dans l'Union européenne) ont pour vocation, en temps de crise, de servir de « variables d'ajustement », soit par le biais d'expulsions massives en application de la « préférence nationale » à l'embauche, soit en faisant pression sur les salaires grâce à la tolérance d'un vaste marché noir du travail ^{20/}.

Relances à crédit

Alors que d'aucuns évoquent un retour de l'État providence ou de l'État social, les plans de relance nationaux sont pour la plupart des plans à crédit, garantis par un État qui s'était beaucoup moins retiré de la scène que ne l'ont prétendu les idéologues néolibéraux. Il a continué à jouer un rôle économique important, notamment par le biais des budgets de défense, et ses fonctions pénales se sont accrues à mesure que diminuaient ses engagements sociaux.

En France, l'État n'aura même pas un droit de vote sur les orientations d'établissements bancaires dans lesquels il détient une participation de 34 %. Dès octobre 2008, Laurence

Parisot s'est empressée de convoquer un G5 patronal pour bien préciser que l'État doit jouer son rôle en volant au secours de la finance, à condition de se retirer poliment dès que les affaires auront repris leur cours lucratif. Autrement dit, il s'agit de socialiser les pertes avant de reprivatiser les profits. Fort de son expérience de banqueroutier, Jean-Marie Messier fut plus explicite encore : si l'État est seul capable dans l'immédiat de « sauver l'économie et les banques », il « faut prévoir de refermer le parapluie une fois la tempête passée », car l'État n'est jamais pour lui qu'un poétique « passager de la pluie »^{21/}! Alors que certains économistes héroïsent le capitalisme en lui attribuant « une éthique du risque », l'État intervient donc temporairement comme assureur tous risques des banquiers menacés de faillite. Le risque, c'est pour les autres, pour les travailleurs licenciés, précarisés, surendettés, qui ne bénéficient pas des mêmes indulgences et des mêmes arrangements.

Le plan de relance gouvernemental de 26 milliards mise sur l'investissement et accorde une aumône annuelle de 200 euros aux 3,8 millions de foyers les plus pauvres, en arguant qu'une relance vigoureuse de la consommation doperait les importations et creuserait le déficit commercial. La France étant importatrice de biens d'équipement, rien ne prouve cependant que la relance par l'investissement, sans un train de mesures anticapitalistes radicales, n'aura pas un effet aussi négatif sur la balance commerciale qu'une relance par la consommation. Pour le gouvernement, l'essentiel n'est pas là. Il exauce les vœux du Medef en reportant le coût de la crise sur les travailleurs et

les contribuables qui seront soumis à la double peine : baisse de revenus et licenciements, d'un côté, pression fiscale pour financer les dettes de l'État, de l'autre.

La crise a prouvé que les caisses n'étaient pas aussi vides que le prétendait Nicolas Sarkozy dans son discours de janvier 2008. Le « trou de la Sécu », le 1,5 milliard âprement discuté pour le Revenu de solidarité active, le 1,2 milliard de la Banque mondiale pour l'aide alimentaire d'urgence, et même les 30 milliards annuels nécessaires, selon la FAO, pour nourrir les milliards d'êtres humains victimes de la faim, apparaissent bien dérisoires à côté des centaines de milliards que les gouvernements sortent soudain de leur chapeau. Pour renflouer les banques, sauver les constructeurs automobiles, arroser les géants du bâtiment, il pleut des milliards. Qui va payer, du capital ou du travail ? Pour la France, le besoin de financement devrait atteindre 154 milliards d'euros en 2009 afin de couvrir le déficit budgétaire, le remboursement d'emprunts arrivant à échéance et les nouveaux emprunts liés au plan de relance. Où les trouver ? Par de nouveaux emprunts pour lesquels les investisseurs sollicités seront plus exigeants que jamais ? En soldant ce qui reste à privatiser ? En ponctionnant des acomptes sur les recettes des entreprises (encore) publiques ? En puisant dans les réserves de la Caisse des dépôts^{22/} ? À terme, ce sont forcément les travailleurs qui paieront le gros de la note. Si ce n'est par l'augmentation des impôts, ce sera par la compression salariale, par les coupes dans les budgets et dans les services publics, par le déremboursement des dépenses de santé.

Dans une autre logique, il faudrait, au contraire, transformer les heures supplémentaires et les emplois à temps partiel en emplois véritables pour économiser des dépenses

sociales et contribuer à renflouer la Sécurité sociale. Il faudrait supprimer le bouclier et les niches fiscales (dont le manque à gagner est évalué à 70 milliards par la commission des finances de l'Assemblée nationale) ; rétablir les cotisations sociales des entreprises ; arrêter de subventionner celles qui délocalisent ; instituer un impôt fortement progressif sur le revenu et les profits ; interdire l'évasion vers les paradis fiscaux (dont le préjudice est estimé à un minimum de 40 milliards annuels) ; plafonner les dividendes et les transférer à un fonds de mutualisation pour financer l'interdiction des licenciements. Il est particulièrement inacceptable que des banques et des entreprises (dont certaines ont bénéficié d'aides publiques) qui continuent à licencier ou à bloquer les salaires, puissent encore distribuer des dividendes aux actionnaires^{23/}.

Mais les plans de relance gouvernementaux ne font que parer au plus pressé, au risque de remplacer une bulle par une autre. Certains s'inquiètent déjà de la formation d'une nouvelle bulle financière des emprunts d'État et que les États les plus vulnérables puissent devenir eux-mêmes insolubles. Pour prévenir ce risque, les prêteurs ajustent déjà leurs taux. Ainsi, la Grèce paie ses emprunts d'État 2 % plus cher et l'Italie 1 % plus cher que l'Allemagne, ce qui ne peut qu'alimenter des tendances centrifuges au sein même de la zone euro. La seule zone euro devrait emprunter plus d'une vingtaine de milliards par semaine pendant les trois premiers mois de 2009 et les États-Unis lever 2 000 milliards de dollars dans l'année. Les États-Unis et l'Union européenne devraient accumuler au cours de la même année entre 700 et 1 100 milliards d'euros de dettes supplémentaires... en attendant des plans additionnels de relance si, comme

^{21/} *La Tribune*, 15 janvier 2009.

^{22/} Voir *La Tribune*, 20 novembre 2008.

^{23/} Voir Michel Husson, « Un capitalisme toxique », in *Inprecor* n° 54, septembre 2008.

c'est probable, les premiers s'avèrent insuffisants. Giscard d'Estaing qualifie de dangereuse « divagation » la « solution » que constituerait, selon l'hebdomadaire *Newsweek*, un plan de relance global de 4 000 milliards de dollars, soit 7 % du PIB mondial. Le temps des périphrases et autres « croissances négatives » est bien révolu. La récession ne pouvant plus être niée, la question est désormais posée de savoir si elle va se transformer en dépression avec des taux de chômage supérieurs à 15 %, des chutes de PIB de plus de 30 %, des baisses de 20 % de la consommation, comme dans certains pays lors de la crise de 1929-1933.

L'endettement public a atteint, fin 2008, 358 % du PIB (contre 300 % en 1933). En France, le déficit public pour 2009 dépassera les 100 milliards d'euros au lieu des 52 prévus dans le budget. Le gonflement de la dette des États commence à faire craindre un krach des obligations, une explosion de la bulle des emprunts d'États, après celle de la bulle financière ^{24/}. Selon le *Financial Times*, le total des dettes publiques pourrait dépasser les 3 000 milliards de dollars, soit trois fois plus qu'en

^{24/} Selon le FMI, la dette pourrait atteindre en 2012 (au minimum) 117 % du PIB en Italie, 97 % aux États-Unis, 80 % en France.

^{25/} *Le Monde*, 13 janvier 2009.

^{26/} *Le Monde* du 7 avril 2009. Le même Daniel Cohen rappelait que le retour de la croissance au milieu des années 1990 avait été dû « à l'essor du crédit sous toutes ses formes » (avec l'abandon en 1999 de la loi *Glass Steagall* aux États-Unis), le crédit remplaçant alors la prise en charge collective de la santé et de l'éducation par les services publics : « Le crédit à la consommation a joué un rôle économique et social majeur. Mais avec la crise tout cela va disparaître pour longtemps, au moins une dizaine d'années. » (*Marianne*, 10 janvier 2009).

^{27/} *JDD*, 5 octobre 2008.

^{28/} *Le Monde*, 26 novembre 2008.

^{29/} Généreusement, Anne Michel concède dans *Le Monde* (11 novembre 2008) qu'il « ne serait pas impensable qu'en contrepartie de son aide financière généreuse aux banques – sous forme de prêts rémunérés pour 10,5 milliards d'euros et d'une garantie de 320 milliards – l'État songe à acquérir une participation minoritaire au capital des établissements de crédit ». Qu'il y songe... Ah, qu'en termes rêveurs

2008 ^{25/}. Cette relance à crédit ne peut durer éternellement. Tôt ou tard, il faudra payer. « Après la dette, les impôts... Qui pourrait en être étonné? Ce qui s'imposera aux États-Unis ne devrait pas épargner l'Europe et la France », prophétise l'économiste Daniel Cohen ^{26/}. Double peine en vue donc pour les salariés, soumis à la fois aux restrictions salariales et à la ponction fiscale.

Pour une relance anticapitaliste

À la veille du congrès socialiste de Reims, Martine Aubry fit mine de découvrir que « s'attaquer à ceux qui ont utilisé le système sans s'attaquer au système lui-même est inopérant ^{27/} ». La formule était de circonstance – électorale. Après avoir critiqué « le plan unijambiste » du gouvernement, le Parti socialiste s'est contenté d'un contre-plan d'un montant supérieur (40 milliards), en s'efforçant d'équilibrer la relance par l'investissement et par la consommation : doublement de la prime pour l'emploi, baisse ciblée de la TVA, amélioration de l'indemnisation chômage, augmentation du smic de 1 euro par jour, soit 365 euros par an (+ 1 pour les années bissextiles ?), bien loin des 200 ou 300 euros exigés par les travailleurs antillais. Quant à l'essentiel des mesures en faveur de l'investissement, elles ne sont guère contrariantes pour le Medef : instaurer un principe de conditionalité sur les allègements de charges aux entreprises, réduction de l'impôt sur les sociétés qui réinvestissent leurs bénéfices, prise de participation de l'État dans les établissements bancaires ayant profité de la recapitalisation publique.

À part la demande réitérée de suppression du bouclier fiscal, aucune mesure d'envergure ne va dans le sens d'un nouveau partage des richesses à l'avantage du travail : rien sur la nationalisation du système bancaire et la créa-

tion d'un service public de crédit, rien sur une réforme fiscale radicale, rien sur la limitation des dividendes des actionnaires. Rien non plus sur une réorientation de la construction européenne : le *Manifeste* adopté en décembre à Madrid par le Parti socialiste européen avec le soutien du Parti socialiste français confirme au contraire son adhésion au traité de Lisbonne qui n'est jamais qu'une version relookée du traité constitutionnel rejeté par le référendum français et hollandais de 2005.

« S'attaquer au système lui-même », ce serait s'attaquer au pouvoir absolu du marché, à la course effrénée au profit, à la propriété privée des grands moyens de production et d'échange, à la concurrence de tous contre tous. Cela conduirait à lever le secret bancaire et l'anonymat de certains placements, à établir une taxation sur les mouvements de capitaux, à nationaliser intégralement les banques et les assurances, à créer un pôle financier public permettant d'orienter l'investissement vers la satisfaction des besoins, à financer des grands travaux de reconstruction et de rénovation des services publics, à impulser la transition énergétique.

Le très libéral Nicolas Baverez lui-même définit les banques comme un « bien public de la mondialisation » : « Du fait de leurs caractéristiques, elles ont *la nature d'un bien public* qui génère des gains de productivité considérables pour l'économie en cas de bon fonctionnement et des destructions majeures en cas de dysfonctionnement ^{28/}. » On s'attendrait à ce que, conformément à sa « nature », ce bien public revienne à une gestion publique sous contrôle public. Pour Baverez, l'État devrait au contraire assurer aux banques une « immunité illimitée » pour les pertes et une assurance tous risques pour les profits ^{29/}. Un système de crédit sous contrôle public des salariés

et des usagers serait pourtant le moyen d'utiliser le crédit pour orienter l'investissement, pour contribuer à la reconversion de branches en crise comme l'automobile ou nuisibles comme l'industrie d'armement ^{30/}, pour financer un plan à moyen terme de transition énergétique. Ce devrait être là les fonctions évidentes d'un « bien public » au service du public.

S'attaquer au cœur du système, conduirait aussi à adopter un bouclier social pour protéger les travailleurs des conséquences de la crise. Ce serait relever les salaires, les pensions et les minima sociaux ; annuler l'endettement des catégories sociales appauvries ; interdire les licenciements boursiers ; arrêter les suppressions de postes dans la fonction publique ; interdire les licenciements en remontant au donneur d'ordre en cas de défaillance de l'entreprise ; créer un fonds mutualisé pour la formation et la reconversion et garantir la pérennité de revenu des salariés, renforcer la couverture des chômeurs en augmentant le montant et en rallongeant la durée des allocations ; réduire le temps de travail sans flexibilité avec embauches correspondantes pour travailler tous et toutes ; généraliser le CDI à

ces choses-là sont dites. Déçu par le plan Obama aux États-Unis, Daniel Cohen reconnaît (*Nouvel Observateur* du 19 mars 2009) que « pour éradiquer le mal à sa source » il faudrait « nationaliser les banques et racheter la dette hypothécaire des ménages ». Quant à Joseph Stiglitz, consultant économique de Nicolas Sarkozy, il affirme qu'avec « l'argent mis dans le plan de sauvetage des banques américaines on financerait un siècle de protection sociale aux États-Unis » (*Le Monde*, 2 février 2009).

30/ Le ministre de la Défense Hervé Morin s'est félicité que « nos exportations de défense » aient connu en 2008 « leur meilleure année depuis 2000 » avec un chiffre d'affaires de 6,4 milliards d'euros. Et il s'est frotté les mains en annonçant que, grâce aux commandes brésiliennes passées lors du voyage présidentiel, « 2009 devrait être une nouvelle très bonne année » (*La Tribune*, 27 janvier 2009). On imagine aussi que les marchands d'armes amis du président, les Dassault et Lagardère, ont été comblés par le retour de la France dans le commandement intégré de l'Otan qui devrait leur ouvrir en retour de nouveaux marchés prometteurs.

temps complet comme seul contrat de travail ; supprimer la TVA et instaurer un impôt fortement progressif sur les revenus, les dividendes et autres formes de profits ; arrêter les privatisations et socialiser sans indemnité ni rachat les entreprises privées de l'énergie ; placer sous contrôle public l'eau, le logement, les médicaments.

Il faudrait pour cela briser le carcan des critères de Maastricht et du pacte de stabilité, rétablir le pouvoir politique sur la Banque centrale européenne, abroger le traité de Lisbonne, réorienter radicalement la construction européenne en commençant par l'harmonisation sociale et fiscale, et en initiant un réel processus constituant. Il s'agirait d'exiger au moins, comme le faisait une pétition lancée dès le printemps 2008 par des économistes critiques, l'abrogation immédiate de l'article 56 du traité de Lisbonne interdisant toute restriction aux mouvements du capital financier ; et l'abrogation de la « liberté d'établissement » qui, au titre de l'article 48 du même traité, laisse au capital la possibilité d'aller là où les conditions sont les plus favorables et aux institutions financières la liberté de trouver asile où bon leur semble.

S'attaquer à la crise énergétique, climatique, alimentaire, conduirait à revoir radicalement le mode de vie et de développement, à sanctuariser les biens publics inaliénables (eau, air...), à élaborer avec les collectivités un plan de reconversion énergétique au lieu de le confier à la loi de la concurrence marchande. La crise, les guerres, le changement climatique risquent d'amplifier les déplacements de population et les mouvements migratoires. Le capitalisme va exploiter cette misère pour diviser les travailleurs, opposer les nations aux nations, les ethnies aux ethnies, attiser de nouvelles guerres de religions. Il va tirer

parti de la vulnérabilité des travailleurs sans-papiers pour faire pression sur les conditions de vie et de travail de tous. La crise peut provoquer une intensification des flux migratoires, les réfugiés écologiques s'ajoutant aux réfugiés de la misère. Avec des taux de chômage qui montent en flèche, il y a fort à redouter une recrudescence du racisme et de la xénophobie. La chasse aux Roms lancée en Italie par Prodi et Berlusconi, la course aux expulsions, la circulaire européenne de la honte multipliant les camps de rétention n'en sont que des prémices. Il est donc primordial de renforcer la solidarité avec les immigrés, d'exiger la régularisation des sans-papiers, d'imposer une citoyenneté de résidence.

Refonder le capitalisme ou le renverser

Le communiqué du G 20 de novembre 2008 attribue la responsabilité de la crise à la recherche de « rendements plus élevés sans appréciation adéquate des risques ». Il incrimine « les responsables politiques, les régulateurs et les superviseurs qui n'ont pas apprécié les risques de manière adéquate, ni pris en compte les modifications systémiques des actions de régulation domestique ». C'est admettre, en termes galants, que « la concurrence libre et non faussée » aboutit au chaos. Le pelé, le galeux, le coupable de tous les maux, ce serait donc le libéralisme, forme dévoyée d'un capitalisme bienveillant. À les entendre, les gouvernants d'hier et d'aujourd'hui, de droite et de gauche auraient tous et toujours dénoncé la folie systémique des marchés. La dérégulation n'a pourtant pas été le fait de la fameuse main assassine invisible, mais de décisions politiques et de mesures législatives.

C'est sous le ministère socialiste des Finances de Pierre Bérégovoy qu'a été conçue dès 1985 la grande dérégulation des marchés finan-

ciers et boursiers en France. C'est un gouvernement socialiste qui, en 1989, a libéralisé les mouvements de capitaux en anticipant sur une décision européenne. C'est le gouvernement Jospin qui, en privatisant (pour 31 milliards) plus que les gouvernements Balladur et Juppé réunis, a fait du capitalisme français l'un des plus accueillants aux fonds d'investissement spéculatifs. C'est un ministre socialiste des Finances, Dominique Strauss-Kahn, qui a proposé une forte défiscalisation des fameuses stock-options, et c'est un autre ministre socialiste des Finances, Laurent Fabius, qui l'a réalisée. C'est un Conseil européen à majorité social-démocrate qui a décidé en 2002 à Barcelone de libéraliser le marché de l'énergie et l'ensemble des services publics, de repousser de cinq ans l'âge de la retraite, et de soutenir les fonds de pension. C'est encore la majorité du Parti socialiste qui a approuvé la sacralisation de la concurrence gravée dans le projet de traité constitutionnel européen de 2005. C'est encore elle dont le vote a permis l'adoption du traité de Lisbonne confirmant la logique libérale de la construction européenne ^{31/}.

« Nous traversons une crise hors norme qui nécessite d'abandonner les schémas idéologiques. Les véritables clivages se dessineront ensuite, quand il faudra définir la sortie de crise et savoir vers quel capitalisme il faut tendre » ^{32/}, pontifie Nicolas Baverez. De Sarkozy à Obama, l'heure est donc, à la « réinvention », ou à la « refondation », du capita-

^{31/} Aux États-Unis, sous la présidence Clinton, les « nouveaux démocrates » ne se sont pas contentés d'institutionnaliser les politiques économiques de Nixon et Reagan, ils ont parfois dépassé leur zèle néolibéral, comme le montrent leurs campagnes en faveur de la réforme des politiques sociales tendant à créer davantage de pauvreté, de la réduction des déficits budgétaires, ou de la signature du traité de libre-échange d'Amérique du Nord.

^{32/} *Marianne*, 4 novembre 2008.

lisme. L'heure est aussi à l'union sacrée autour d'une mission évangélique : moraliser le capitalisme. Car sa « viabilité passe par sa refondation morale » et « l'éthique est la clef de l'économie », assène Tony Blair, tout en prenant soin de rappeler que « le profit est une chose essentielle » et qu'il est urgent de « retrouver la foi dans le crédit » ! Comme si le capitalisme et son dieu Crédit, pour qui l'homme est toujours un moyen et jamais une fin, n'étaient pas amoraux ou immoraux par nature, ce dont convient aujourd'hui François Bayrou lui-même. Les affaires sont les affaires ! La morale n'a rien à y faire. Lorsque nous quittons la surface bruyante du marché pour descendre dans les sous-sols infernaux de la production où s'opère la mystérieuse extraction de plus-value, on vient buter, disait Marx, sur un interdit catégorique : « *No admittance, except on business* ». Prière de laisser la morale à la porte !

Nicolas Sarkozy martelait pourtant dans son discours de Toulon : « La crise financière n'est pas la crise du capitalisme. C'est la crise d'un système qui s'est éloigné des valeurs les plus fondamentales du capitalisme, qui a, en quelque sorte, trahi l'esprit du capitalisme. Je veux le dire aux Français : l'anticapitalisme n'offre aucune solution à la crise actuelle. »

Le message est clair : l'anticapitalisme, voilà l'ennemi.

Il y est revenu lors du colloque sur la refondation du capitalisme organisé le 8 janvier 2009 à son initiative par le secrétariat d'État à la Prospective : « La crise du capitalisme financier n'est pas celle du capitalisme. Elle n'appelle pas la destruction du capitalisme, qui serait une catastrophe, mais sa moralisation ». Il a reçu en la circonstance le vigoureux renfort de Michel Rocard : « Il faut commencer par cela : nous voulons sauver le capitalisme. »

Ces déclarations de guerre sociale tracent une ligne de front entre deux camps. Discuter entre possédants sur la refondation, la réinvention ou la moralisation du capitalisme, ou lutter pour le renverser : il faut choisir. La coïncidence des dates aidant, Alain Minc rappelle à ses « amis de la classe dirigeante » que 1789 a commencé en 1788. Laurence Parisot se dit « consternée » (*sic*) des mobilisations syndicales. Et Nicolas Sarkozy se plaint d'un « pays régicide », rétif à sa bonne gouvernance réformatrice. Il est vrai que le pays a des allures « fin de règne ». La ministre de l'Économie conseille à ceux qui ne peuvent plus se payer l'essence pour aller au turbin de prendre la bicyclette, comme on recommandait autrefois aux affamés de manger de la brioche à défaut de pain. Pendant la crise, les privilégiés s'accrochent à leurs bonus, indemnités et autres retraites mirobolantes comme naguère les aristocrates à leurs rentes. Jadis, les banquiers faillis avaient encore la dignité de se défendre ; aujourd'hui, ils préfèrent prendre un parachute, doré de préférence. Quiconque douterait encore de la réalité de la lutte des classes n'aurait qu'à écouter Laurence Parisot, Daniel Bouton, Bolloré, Pinault, Arnaud défendre avec griffes et crocs leurs profits et leurs propriétés.

Sarkozy s'était présenté comme le président du pouvoir d'achat, du plein-emploi, et comme celui qui irait chercher la croissance avec son dentier. Il n'a cessé, depuis son investiture, de proclamer haut et fort que l'État, c'est lui. Les mécontentements, les récriminations, les indignations remontent donc logiquement vers lui. Les floués de Gandrange, les roulés de Clairvoix (qui ont accepté de travailler plus pour gagner moins sans éviter pour autant d'être jetés à la rue), les chercheurs insultés, les enseignants méprisés, les infirmières surex-

plottées, demandent des comptes. Ici, on occupe et on séquestre les patrons qui délocalisent et qui licencient ; là, on les oblige à enfiler le tee-shirt des grévistes pour manifester à leur côté. À quand le bonnet d'âne pour les banquiers et les fraudeurs fiscaux comme à l'époque de la révolution culturelle ?

De manifestation en manifestation, de 29 janvier en 19 mars, la colère gronde et monte sur fond de grèves générales et d'insurrections civiques en Guadeloupe, en Martinique, à la Réunion. Un *Appel des appels* rassemble des magistrats du Syndicat de la magistrature, des journalistes de *l'Appel de la Colline* sur la réforme de l'audiovisuel et la situation de la presse, des chercheurs de *Sauvons la recherche*, des universitaires de *Sauvons l'Université*, des statisticiens de *Sauvons la statistique publique*, des médecins hospitaliers pour la défense de l'hôpital public, des intermittents du spectacle et des travailleurs de la culture. De la somme de leurs doléances, de leurs griefs, de leurs inquiétudes, se dégage le sentiment diffus que, si les contre-réformes libérales des Péresse, Bachelot, Dati, Hortefeux et consorts continuent, nous allons nous retrouver, d'ici quelques mois ou quelques années, dans un autre pays, dans une autre société. Ce sont les principes fondateurs – d'égalité et de solidarité – qui sont attaqués à la racine. La menace pèse sur l'héritage séculaire des grandes luttes populaires, de la Révolution française à Mai 68, en passant par les conquêtes du Front populaire et de la Résistance.

Signe préoccupant pour les dirigeants, leurs réformes libérales en viennent même à diviser leur propre camp. On voit des manda-

33/ Sondage CSA/Marianne du 25 mars 2009.

34/ *Le Monde*, 7 février 2009.

rins universitaires prêts à mourir (ou presque) sur les barricades, *la Princesse de Clèves* à la main. Et le professeur Bernard Debré, député UMP, se dresser sur ses ergots contre une réforme hospitalière jumelle, dans sa logique gestionnaire, de la loi improprement nommée « d'autonomie » des universités : « Certains considèrent que les médecins y acquièrent une autonomie et un pouvoir. Ils mentent. On verra les médecins dirigés par des administratifs et des malades en permanence à la recherche d'un dialogue perdu. Peut-être voudrait-on simplement supprimer les hôpitaux publics pour favoriser l'émergence des cliniques. »

À mesure que la légitimité du pouvoir s'effrite, l'État pénal monte en puissance. Répression, brutalités, bavures policières se multiplient. Sur le passage des déplacements ministériels ou présidentiels les villes visitées sont mises en état de siège. La presse internationale s'inquiète de ce pays anachronique où l'on croit encore à l'existence d'une lutte des classes ; où 34 % des citoyens et 49 % des sympathisants de gauche peuvent imaginer le jeune facteur Olivier Besancenot en chef de l'État ; où des instituts de sondages et de doctes politistes s'interrogent sérieusement sur un possible « accident » qui ferait accéder Olivier Besancenot au second tour de l'élection présidentielle ^{33/} ! Ces doutes sont d'autant plus significatifs qu'en France le taux de syndicalisation (qui ne rend pas compte de la représentativité des syndicats aux élections professionnelles) est au plus bas (8 % en moyenne et 5 % dans le privé), de sorte que les experts en « relations humaines » se plaignent du manque d'interlocuteurs représentatifs pour négocier les réformes.

Une course de vitesse est donc engagée. Plus d'un Français sur deux est désormais convaincu que les générations à venir vivront

plus mal que les générations passées et présentes. Les Restos du cœur ont encore battu cet hiver leur record de repas servis. Le chômage explose. Les étudiants se considèrent comme des précaires en formation plutôt que comme des « héritiers » promis à de juteuses carrières. Des centaines de milliers de salariés craignent pour leur emploi et leur retraite. Tous savent qu'il faudra rembourser les traites tirées sur l'avenir pour sauver des banquiers spéculateurs et des « évadeurs » de capitaux réfugiés dans les paradis fiscaux. L'époque hésite entre la peur et la colère, la peur légitime du chômage et des conséquences sociales d'une crise inédite, et la colère devant les injustices et les inégalités.

De cette peur et de cette colère, qui l'emportera ? Cela dépend de qui gagnera la bataille pour la maîtrise du temps. Une course de vitesse est en effet engagée.

« Si cette crise ne dure pas plus de six mois, le corps social ne cassera pas, sinon... », s'alarme Daniel Cohen ^{34/}. Le gouvernement joue la montre. Il temporise, recule ici, négocie là, s'efforce de disperser les luttes, de les désynchroniser, d'éviter qu'elles ne convergent comme aux Antilles vers une grève générale. Les états-majors syndicaux redoutent une épreuve de force qui mettrait en péril leur appareil ; ils louvoient pour l'esquiver en saucissonnant les mobilisations, de journée d'action en journée d'action. Dans cette guerre d'usure, le mouvement guadeloupéen contre la *pwofitasyon* a prouvé que la ténacité, la patience, l'obstination, l'unité dans l'action et l'intransigeance sur les revendications, peuvent payer.

Nous n'en sommes qu'au tout début d'un séisme dont le paysage politique sortira bouleversé. Convertie au culte de la « concurrence libre et non faussée », la gauche gouvernemen-

tales est une victime collatérale de la crise systémique. Ségolène Royal le dit tout net : « Les identités politiques ne sont plus figées. Elles se reconstruisent à chaque élection, en fonction des contextes sociaux et médiatiques, des enjeux, des candidats ^{35/}. » Voici venu le temps des programmes flexibles et des alliances variables. « L'identité de la gauche ne va plus de soi » ? C'est le moins qu'on puisse dire. Interrogé il y a dix ans sur l'opportunité d'une taxe contre la spéculation, Tony Blair répondit : « Je dirais que c'est la mauvaise chose à faire, parce qu'il faut que les gens puissent faire circuler leur argent très, très vite... » Si vite, qu'il a tourné la tête à plus d'un, y compris parmi les dirigeants socialistes. La longue mue du Parti socialiste français s'est conclue par l'adoption en juin 2008 d'une nouvelle *Déclaration de principes* prenant congé à contretemps de la lutte des classes pour mieux célébrer sans complexes les vertus du marché

libre. Bertrand Delanoë a payé assez cher cette « audace » (ou cette témérité) tardive !

À la différence de la crise de la dette en 1982, de la crise des marchés asiatiques de 1998 ou de la crise russe de 1999, de celle de la bulle Internet en 2000, la crise actuelle est globale. Elle part du cœur du système, l'économie des États-Unis ^{36/}. Elle traduit et amplifie un changement de rapport de forces politiques à l'échelle planétaire. La crise se combine de manière inédite avec une crise écologique dramatique et avec l'épuisement d'un système énergétique. Elle coïncide avec une mutation du mouvement social. On parle de crise de confiance. En effet, comme les cours capricieux de la Bourse, la confiance est fluctuante. « La crise de croyance », elle, est durable. La foi en la toute-puissance des dieux du marché se meurt. Laisser aux capitalistes le soin de réorganiser la production et de régenter les rapports sociaux, ce serait repartir pour

un tour, jusqu'à la prochaine crise, au prix de nouveaux dégâts écologiques et sociaux.

Personne ne saurait prédire à quoi ressembleront les révolutions futures. Du moins, existe-t-il un fil conducteur. Ce sont bien deux logiques de classes qui s'affrontent. D'un côté, celle du profit à tout prix, du calcul égoïste, de la propriété privée, de l'inégalité, de la concurrence de tous contre tous. De l'autre côté, celle du service public, des biens communs de l'humanité, de l'appropriation sociale, de l'égalité et de la solidarité. Entre les deux, la ligne de partage est aussi celle qui délimite deux gauches, une gauche du moindre mal qui se contente d'amender le capitalisme, et une gauche anticapitaliste qui entend le renverser pour changer le monde.

Avril 2009, 2^e partie de la préface d'un inédit de Marx, Les Crises du capitalisme édité par Démopolis © danielbensaid.org

^{35/} Ségolène Royal/Alain Touraine, *Si la gauche veut des idées*, Paris, Grasset, 2008.

^{36/} Voir le dossier d'*Inprecor* n° 543, nov. 2008.

